



Check against delivery



Global Environment Facility

Sommet de Saint Malo

Monique Barbut,
Présidente Directrice Générale
Fonds pour l'environnement mondial

Mercredi 29 octobre matin

SOMMET MONDIAL DES RÉGIONS
World Summit of Regions

29-30 octobre 2008,
Saint-Malo • France

en partenariat avec  CRPM CPMR



Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président du Conseil Régional,
Mesdames et Messieurs les Délégués,

C'est un honneur et un très grand plaisir pour moi de participer ici à St Malo à ce premier sommet des régions du monde contre le changement climatique, qui tombe vraiment à un moment propice.

Au plan français, les premières dispositions du Grenelle de l'environnement viennent d'être adoptées par le Parlement et demandent maintenant à être appliquées et déclinées au niveau régional. Au niveau européen, M. Jouyet vient d'évoquer les négociations sur le paquet énergie-climat qui doit permettre d'engager résolument une transition vers une croissance sobre en carbone. Enfin, vous savez probablement que, dans quelques semaines, les gouvernements du monde entier vont se réunir en Pologne pour tenter d'esquisser les contours d'un accord pour l'après-2012 qui prenne la suite du protocole de Kyoto.

Les mois à venir seront donc décisifs quant à la manière dont la communauté internationale relèvera le défi sans précédent du changement climatique, et il est essentiel que vous vous mobilisiez aujourd'hui pour agir à l'échelle régionale en confrontant vos expériences et aussi encourager vos pays respectifs à prendre leurs responsabilités dans les négociations en cours, tout comme vous l'avez fait en 2002 pour le sommet de la Terre de Johannesburg.

La très forte inertie de notre système climatique et les risques réels d'une accélération du réchauffement climatique, du fait notamment de la modification des courants océaniques et de la fonte des glaces, appellent une réaction rapide et coordonnée de l'ensemble de la communauté internationale. Plusieurs rapports, dont celui de Nicholas Stern, ont clairement démontré qu'une action précoce de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre était économiquement la solution la plus pertinente. En outre, nous devons impérativement nous préparer, en particulier en matière d'infrastructures, de cultures agricoles et de politiques sanitaires, à un certain nombre de changements climatiques inéluctables, faute de quoi leurs conséquences risquent d'être dévastatrices pour les générations à venir.

*

La mission du Fonds pour l'Environnement mondial (FEM), parfois davantage connu sous son acronyme anglais de GEF, que je dirige depuis maintenant deux ans, est précisément d'aider les pays en développement et émergents et, en leur sein les échelons infranationaux, à financer leur transition vers un développement plus durable, notamment en ce qui concerne les deux dimensions du défi du changement climatique, à savoir la maîtrise de ce phénomène et notre adaptation à ses conséquences.

Le FEM, créé en 1991 sous la forme d'un programme pilote associant au départ la Banque mondiale, le PNUD et le PNUE, est un instrument souvent méconnu mais pourtant profondément original dans le monde multilatéral du développement, au moins à quatre titres :

- Tout d'abord, le FEM a un mandat extrêmement large qui englobe non seulement le changement climatique mais également la protection de la biodiversité, la lutte contre la désertification ou encore la gestion des POP, ce qui lui permet de conduire

des stratégies qui intègrent les interactions entre les principales problématiques environnementales. C'est un atout considérable car chacun voit bien par exemple que la gestion des forêts ne peut pas uniquement être envisagée sous l'angle d'un stock de carbone à maximiser, celles-ci représentent aussi un enjeu majeur en matière de biodiversité. De même, il n'y aurait pas de sens à retirer du marché des produits chimiques nocifs pour la couche d'ozone sans prendre en compte leur pouvoir de réchauffement sur notre climat.

- Deuxièmement, le secrétariat du FEM, qui comprend une soixantaine de personnes, a vu récemment ses compétences s'accroître au delà de simple gestion du fonds éponyme. Il gère ainsi plusieurs autres fonds de la CCNUCC spécialisés sur l'adaptation au changement climatique et a été retenu l'année dernière pour assurer la gestion du fonds d'adaptation du protocole de Kyoto, ce qui en fait un pionnier incontesté sur cette nouvelle thématique.
- Troisièmement, le FEM est le seul mécanisme financier opérationnel reconnu des trois conventions de Rio ainsi que de la convention de Stockholm sur les POPs. Cela signifie en pratique que les politiques de financement qu'il conduit peuvent revendiquer une certaine légitimité parce qu'elles prennent en compte les orientations formulées par les organes de ces conventions.
- Enfin, - et en cela réside toute sa force mais aussi une partie de l'explication de son déficit de notoriété - le FEM ne met pas en œuvre directement de projets mais finance exclusivement ceux de 10 agences multilatérales agréées, au premier rang desquels le PNUD et la Banque mondiale. Ce positionnement permet au FEM, qui est un des rares, sinon le seul exemple de partenariat institutionnalisé entre les Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, de jouer un rôle reconnu de plateforme de coopération, de dialogue mais aussi d'émulation entre les principales agences multilatérales actives dans le domaine de l'environnement.

Au total, le FEM, qui n'est pourtant géré que par un secrétariat très léger d'une soixantaine de personnes, est aujourd'hui le principal acteur multilatéral pour la protection de l'environnement, même si ses moyens ne sont pas à la hauteur des besoins de financement. Depuis 1991, il a ainsi soutenu plus de 2000 projets dans 165 pays pour un montant global de 8 milliards de dollars qui a généré plus de 30 milliards de cofinancements. Le FEM a été reconstitué pour la dernière fois en 2006 pour une période de quatre ans à hauteur de 3,1 milliards de dollars, dont un tiers pour le changement climatique (soit environ 250 millions de dollars par an) et un autre tiers pour la protection de la biodiversité.

Laissez-moi vous donner quelques exemples concrets de financements du FEM dans le domaine du changement climatique. Nous avons été par exemple un des premiers financeurs de l'énergie éolienne qui, avec d'autres ont permis son décollage aujourd'hui dans de nombreux pays en développement. Nous avons aussi soutenu de très nombreux projets de photovoltaïque ou encore de biomasse, en particulier au Brésil. Nous avons financé, notamment en Chine, des projets pilotes de démonstration de bus à hydrogène et avons mis l'accent ces dernières années sur l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine industriel et résidentiel. J'ai par exemple lancé l'année dernière en partenariat avec l'UNEP et plusieurs multinationales un vaste programme mondial pour accélérer la substitution de toutes les lampes incandescentes par des procédés moins énergivores.

Il est peut être intéressant pour vous de savoir que le FEM, soutient fréquemment des projets qui s'appuient sur des cofinancements de régions ou de niveaux d'administration infra-étatiques et/ou qui visent parfois à renforcer leur expertise environnementale. Dans le domaine des produits chimiques, nous avons par exemple financé récemment un programme sur les PCP de \$3 million dans la province de Zhejiang en Chine avec un cofinancement local substantiel. En matière de protection des eaux internationales, les exemples sont innombrables car la gestion soutenable et la dépollution de fleuves ou zones côtières impliquent dans la plupart des cas la coopération étroite de plusieurs provinces d'Etats différents. Nous avons par exemple financé à hauteur de 16 millions de dollars huit sites de gestion côtière intégrée en Asie de l'Est qui ont conduit à des réformes législatives et réglementaires très importantes (réforme des plans d'utilisation des sols et de la mer, renforcement de la lutte contre la pêche illégale, etc.) dans plusieurs provinces, dont notamment celles de Batangas et Bataan aux Philippines. Je pourrais multiplier les exemples dans les différents champs d'action du FEM.

Voilà en quelques mots une présentation rapide du FEM qui, vous le voyez, soutient de nombreux projets dans les pays en développement, sans que vous n'en soyez toujours conscients puisque ses financements transitent par d'autres agences multilatérales puis souvent par vos gouvernements nationaux !

A votre tour d'aider le GEF ! Je dis cela sur le ton de la boutade, mais j'ai tout à fait sérieusement besoin de votre aide pour assurer le succès des négociations de reconstitution du FEM qui vont débiter dans les prochains mois. Le contexte économique mondial est bien sûr très dégradé, mais nous devons ensemble convaincre les gouvernements que la protection de l'environnement global est un bon emploi des fonds publics, même dans les périodes difficiles où les marges de manœuvre sont réduites. J'ajoute que je suis convaincue que les budgets d'APD traditionnels des Etats ne suffiront pour combler les besoins de financement et qu'il est donc nécessaire d'imaginer de nouvelles formes de financements innovants et aussi, pourquoi pas, des contributions directes des régions les plus riches parmi vous, tout comme c'est déjà parfois le cas pour le fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme [Catalogne].

Je formule tous les vœux de succès pour vos travaux en sessions thématiques et vous remercie de votre attention.